

LETTRE DU GROUPE James COMBIER DE LA LIBRE PENSÉE DE SAUMUR

James COMBIER - 1842-1917 - Libre-penseur et maire de Saumur

14 octobre 2005 - N° 19

Pour nous contacter : Douspis G. • 3, Rue de la Motte 49730 VARENNES/Loire
• 02 41 51 73 79
• Georges.Douspis@wanadoo.fr

QUELQUES ECHOS DU MEETING LAÏQUE DU 1 OCT. A PARIS

Pus de 1 200 laïques ont assisté au meeting du samedi 1er octobre, à la Mutualité, sous la présidence de Marc Blondel, qui a ouvert la réunion par ces mots : « *Nous voulons faire revivre l'idéal laïque.* »

Joachim Salamero, président de la Fédération nationale de la Libre Pensée, répondant aux déclarations du ministre Sarkozy, a expliqué qu'il n'était nul besoin de « toiler » la loi, il ne manquait que la volonté politique d'appliquer la loi. Il a également rejeté la revendication du ministre d'un partenariat des Eglises et de l'Etat pour régler les problèmes sociaux.

Il a dénoncé le rapport *Religion et intégration sociale*, publié en juillet 2005 par le Commissariat général au Plan, qui propose la participation des Eglises à l'élaboration des politiques sociales, afin de « favoriser la démocratie participative ». Pour finir, Joachim Salamero déclarait : « *La loi de 1905, nos anciens se sont battus pour la gagner, nous nous battons pour la garder !* »

Jacques Lafouge rappelait ensuite le lien historique qui unit la laïcité aux Lumières et à l'idéal de la Révolution française, en passant par la révolution de 1848 et la IIe République, puis la Commune de Paris.

Pour lui, « *la genèse de la loi de 1905 s'inscrit dans un vaste projet de changement de société* », qui vise à libérer l'individu de l'absolutisme.

Etienne Pion, du CAEDEL (« Europe et Laïcité »), venait ensuite rappeler qu'on ne pouvait pas affubler la laïcité d'un quelconque qualificatif. Il a demandé l'application de la loi de 1905 à l'Alsace-Moselle et à tous les DOM-TOM, qui en sont aujourd'hui exclus.

Jean-Marie Matisson, au nom des 47 000 francs-maçons du Grand Orient de France, a dénoncé les propos des ministres Sarkozy, Baroin et Gilles de Robien, comme autant de remises en cause de la laïcité et de la République. Organisant un colloque international le 9 décembre, le Grand Orient de France propose de faire de ce jour un jour férié de la laïcité, afin « *d'en finir avec les cérémonies officielles religieuses* » et les « *territoires perdus de la République* ».

Jean-Marie Matisson s'est déclaré « fier d'être franc-maçon » et a estimé que le Grand Orient de France était bien à sa place dans ce meeting et dans l'appel public à la manifestation du 10 décembre 2005. Rappelant que « *la laïcité, ce n'est pas une opinion, mais le droit d'en avoir une* », il a conclu en expliquant : « *Etre franc-maçon, c'est être laïque, républicain et antifasciste.* »

Claude Champot, au nom de l'Union des athées, est revenu sur le « double départ » de la loi de 1905. La loi commence par la négation (« *La République ne reconnaît, ne salarie, ne subventionne aucun culte* »), avant de dire le droit : « *La loi n'assure pas l'exercice des cultes* », mais elle garantit la liberté de conscience, et c'est pourquoi le Vatican l'a condamnée. Revendiquant le droit au doute et à l'incroyance, il a conclu en rappelant les propos d'un philosophe : « *le devoir d'incroyance* ».

Patrick Kessel, militant laïque, dénonçait la confusion politique entretenue autour de la laïcité, qui n'est pas « *une valeur négociable avec aucun parti, aucun marché, aucune communauté* ». Pour combattre le racisme et les communautarismes, il faut « *remettre la laïcité au cœur de la République* » et combattre les « *horaires spécifiques dans les piscines publiques, les interférences religieuses à l'hôpital et dans les programmes scolaires* ».

Philippe Boussier, au nom du **Comité Laïcité République**, a rappelé que, de 1905 à 2003, la laïcité n'avait connu que des reculs. Il a rappelé en particulier qu'en 1989, le ministre de l'Education nationale avait refusé de se

prononcer sur le port d'insignes religieux dans les écoles publiques en renvoyant le règlement des litiges au Conseil d'Etat. « *Sarkozy et la religion, c'est le concordat napoléonien* », a-t-il conclu.

Babu Gogineni, directeur exécutif de l'Union internationale humaniste et laïque (IHEU), a posé la question: « *Que se passe-t-il en France ? Des municipalités financent des mosquées. C'est la même politique que celle de Bush aux Etats-Unis et de Blair en Grande-Bretagne.* » Rappelant que la laïcité n'est pas une spécificité française, mais une revendication minimum, il s'est félicité de la victoire du non en France le 29 mai.

Christian Eyschen, secrétaire général de la Libre Pensée, intervenant au nom du Comité de liaison de l'Appel aux laïques, a ironisé sur Le Monde, où « *l'on ne pense pas, on croit et l'on croasse parfois* ». Le 23 août dernier, un éditorialiste évoquait la fondation de la SFIO et le vote de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat comme « *des fantasmes* ». Ce journal faisait croire à ses lecteurs que l'Eglise avait été laïque en 1905, ce qui est un comble quand on connaît les encycliques papales de 1906 rappelant le devoir d'obéissance du « *troupeau des fidèles envers ses pasteurs* ». L'Eglise ne s'est « *ralliée* » à la laïcité que lorsque celle-ci a été modifiée par Vichy, comme l'a rappelé Jean-Paul II au sujet de la primauté de l'Eglise par rapport aux fidèles.

Concernant les propos du ministre Gilles de Robien, Christian Eyschen a rappelé l'actualité du mot d'ordre « *Fonds publics à la seule école publique* ». Pour finir, il a souligné le scandale de la commission officielle de « *commémoration de la loi de 1905* », qui a invité les religions et pas la Libre Pensée, « *comme si le 8 mai, on invitait les anciens Waffen SS et pas les anciens FTP et FFI* ». Fustigeant les « *toiletteurs de droite comme de gauche* », il a lancé un appel à manifester en masse à Paris le 10 décembre prochain : « *Ils ne passeront pas, ils ne passeront plus !* », « *Ni dieu ni maître ! A bas la calotte et vive la sociale !* »

MILITANTS LAÏQUES DE TOUTES OBEDIENCES, PREPARONS ENSEMBLE LA MANIFESTATION DU 10 DÉCEMBRE À PARIS

Ont d'ores et déjà indiqué qu'elles appelleraient à la manifestation du 10 décembre, 14H30, place de la République « **pour la défense de la loi de 1905** », les associations et organisations suivantes

Association du Chevalier de la Barre (75), Association Ailleurs ou d'Ici Mais Ensemble (AIME - 75), Comité-Laïcité-République, Comité 1905-2005 - Nantes (44), Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière (CGT-FO), Egale (Egalité-Laïcité-Europe), Europe et Laïcité (CAEDEL), Faire le jour (La Réunion), Fédération nationale de la Libre Pensée, Fédération Générale des Instituteurs luxembourgeois, France Radicale - Gauche Démocratique et Républicaine, **Grand Orient de France**, Groupe La Barre d'Abbeville (80), Institut Charles Darwin International, Laïcité - Liberté, Ligue luxembourgeoise de l'Enseignement, Mouvement des Maghrébins laïques en France, République sociale, République et Laïcité (Portugal), Regards de Femmes (69), Union des Athées.

Organisons la montée à Paris, affrétons un car de Saumur

**MANIFESTATION POUR LA DEFENSE
DE LA LOI DE 1905
Samedi 10 Décembre 2005**